

# la revue des livres



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin avec la collaboration de Boubacar Barry, Michel Cahen, Tangara Daouda et Peter Geschiere.

APPIAH (Kwame Anthony) — **In My Father's House — What does it mean To be an African today.** — Londres, Methuen, 1992, 366 pages.

Ce livre combine un récit personnel sur les dilemmes d'un intellectuel africain entre les traditions endogènes et l'Occident avec une critique philosophique des concepts qui prévalent dans ce contexte. Surtout cette interaction entre expériences personnelles et raisonnements philosophiques rigoureux le rendent passionnant.

Appiah a enseigné la philosophie au Ghana et en Angleterre, mais depuis les années quatre-vingt il travaille en Amérique ; actuellement il enseigne à Harvard. Il est le fils d'un père ghanéen, qui avait une position importante dans la hiérarchie asante, mais aussi dans le mouvement national ghanéen, et d'une mère anglaise, également d'une famille de notables.

Depuis sa jeunesse il a été habitué à vivre dans un milieu multiculturel. Il habitait surtout à Koumasi, aux environs de la cour toujours hautement prestigieuse du roi des Asante. Mais il restait aussi régulièrement dans la famille de sa mère en Angleterre. Il souligne que pour lui — contrairement à ce que bon nombre de gens croiraient — les différences entre ces deux mondes n'étaient pas si grandes. Ce sera la trame de son livre : même si les différences culturelles sont réelles, elles ne justifient pas la construc-

tion imaginaire des cultures homogènes qui seraient radicalement opposées. Appiah essaie de montrer encore et toujours que la coexistence des éléments culturels différents est plutôt une ressource « ... for a tremendous range of cultural activity » (p. 194).

Ainsi que suggère le titre, le père d'Appiah joue un rôle de premier plan dans ce livre. Un thème central est de sauver son héritage panafricaniste. Pour Appiah, il y a de bonnes raisons pour une telle opération : le panafricanisme risque de s'enliser parce qu'il reste fondé sur toutes sortes d'idées mythiques sur l'unité de « l'Afrique » et de la race noire. Cet effort concentré de déconstruire les notions de race et les mythes sur l'Afrique montre que l'auteur ne manque pas de courage, surtout si on se souvient qu'il travaille dans une Université américaine et que dans le monde universitaire américain les « black studies » sont très présentes.

Dans les premiers chapitres Appiah fait une analyse très critique des concepts de quelques précurseurs afro-américains du panafricanisme du XIX<sup>e</sup> siècle qui se considéraient comme « l'avant-garde de la race noire » : Crummell, Blyden et le jeune Du Bois. Les passages de leur œuvre que cite Appiah étalent en effet un fond raciste qui est assez frappant aujourd'hui : les idées de ces auteurs sur le rôle propre de la « negro race » reflétaient sans gêne le discours raciste de cette époque. A l'encontre de telles idées, qui ont toujours une apparente évidence,

Appiah démontre pas à pas et avec une patience exemplaire que l'idée de race est un mythe : il n'existe pas de races nettement délimitées, avec leurs caractéristiques propres et héréditaires. Il conclut ce chapitre avec une belle phrase « ...Il n'existe rien au monde qui soit capable d'effectuer la tâche que nous demandons à la race d'effectuer pour nous » (p. 72).

Cette construction de l'idée de « race » ou de « Afrique » comme une unité évidente ne signifie pas que le panafricanisme n'a plus de sens pour Appiah. Il souligne qu'il naît indéniablement une identité africaine, surtout durant ces dernières décennies. Mais il est important de noter que c'est une identité relativement nouvelle qui imagine plutôt des expériences communes du colonialisme et de la décolonisation.

Ce résumé désordonné, incomplet et sans doute très schématique ne rend pas justice à l'élégance et la finesse d'analyse d'Appiah, ni à son ironie, mais il peut indiquer au moins la richesse de ses idées. Évidemment, il reste toutes sortes de questions.

J'étais par exemple étonné que l'auteur, malgré toute l'insistance sur les dangers des dichotomies antagonistes, continue à s'accrocher au dyade conceptuel « traditionnel » « moderne ». Je me demande aussi s'il n'a pas tendance à exagérer le contraste entre les conditions racistes manifestes en Amérique (où l'idée de l'unité de la race noire serait née) et la faiblesse de l'impact colonial en Afrique. Selon lui « ... dans bien des cas, le système colonial antérieur pouvait être ignoré » en Afrique (p. 11). Est-ce qu'une telle image ne risque pas de négliger le rôle de la violence coloniale dans de nombreuses régions africaines ?

Mais de telles interrogations n'oblitérent pas l'intérêt du livre. L'auteur reconnaît qu'il n'y a « pas grand place pour la raison dans la construction des identités » (p. 289). Son livre est pourtant la meilleure preuve que la raison peut aider à nuancer l'apparente évidence des identités et à ouvrir des perspectives nouvelles.

Le dernier chapitre est le plus beau livre. Appiah y décrit les problèmes qui, lors de l'enterrement de son père, le mettent en conflit violent émotionnel avec

le matriclan de son père et avec le roi asante lui-même. Malgré ces confrontations tragiques — Appiah les décrit comme une tragédie grecque — c'est tout de même un récit d'espoir. L'enterrement devient finalement un hommage impressionnant à un homme qui avait en effet réussi à lui tracer son chemin propre dans un monde multiculturel. Le livre d'Appiah donne l'espoir que ceci sera possible dans le futur aussi. [P.G.]

CROUSSE (Bernard), MATHIEU (Paul), SECK (Sidy M.) (dirs) — **La Vallée du Fleuve Sénégal**. — Paris, Karthala, 1991, 371 p.

L'intérêt de ce document réside dans l'analyse des enjeux agricoles de la vallée du fleuve Sénégal. Les auteurs, en récapitulant le bilan de cet ambitieux programme colonial d'aménagement, posent admirablement le problème de la crise du développement en Afrique subsaharienne. La construction des barrages de Diama et de Manantali par le Mali, la Mauritanie et le Sénégal est présentée comme le témoignage éloquent de la logique conflictuelle du bicéphalisme du droit foncier. La portée du livre est dès lors perceptible, du fait que la maîtrise et le partage de ce patrimoine foncier entre les nationalités est un enjeu qui découle de la stratégie coloniale et s'avère de nos jours comme une politique transfrontalière à l'assaut de l'État-nation. En guise d'exemple particulièrement significatif, les auteurs appuient leur argumentation sur la restructuration du code domaniale au Sénégal (1963) et en Mauritanie (1984), qui, visant à maîtriser les enjeux fonciers des après-barrages, se dédoublèrent au contraire du conflit sénégal-mauritanien en avril-mai 1989. Cette révélation de taille atteste de la complexité de la gestion de l'espace du fleuve Sénégal et de toute l'incohérence des politiques nationales agricoles pendant au moins une dizaine d'années. L'autre grand mérite de cette équipe de chercheurs, est d'avoir soulevé le caractère international de cet espace fluvial par la forte implication du partenariat

étranger. Cette assertion se conforterait par le jalonnement de la rive mauritanienne du fleuve, de Rosso à M'Bagne en passant par Podor, Boghé ou Sélibaby, par les Hollandais, Italiens, Français, Allemands, Américains, Belges ainsi que la Banque mondiale et qui en auraient fait, de ce fait un domaine réservé.

En tout état de cause, nonobstant la précaution restrictive prise par les codirecteurs, la propension de ce livre a été grande de polariser les efforts de réflexion et d'analyse sur la moyenne vallée du fleuve Sénégal au Sénégal. Alors que la question de la mise en valeur du fleuve Sénégal est un problème global, ce fleuve est un trait d'union entre quatre États. L'industrialisation et la navigation sont deux autres volets non moins importants que l'irrigation de 375 000 hectares sur laquelle insistent ces auteurs. S'agirait-il donc de vouloir faire de la République du Sénégal, le leader de cet organisme d'aménagement ?

En définitive, la polarisation (à tort ou à raison) des réflexions dans le cadre de l'aménagement du fleuve Sénégal autour de la moyenne vallée et du delta, pervertit l'effort de planification régionale et sape le fondement de la construction dont la mise en œuvre est incompatible avec les velléités nationalistes. Ceci est un travers qui apparaît dans la méthode d'approche de ce livre et même d'un autre moins récent : *Les enjeux de l'après-barrage-Vallée du Sénégal*, Enda-Ministère de la Coopération française, Paris, 1986.

La logique inter-étatique exacerbe l'affrontement au sujet d'immenses potentialités sous-régionales et sur lesquelles se confronte celle de la coopération internationale. Ceci, les auteurs l'attestent, mais ne l'analysent pas. [T.D.]

DIARRAH (Cheick O.) — **Vers la troisième République du Mali.** — Paris, L'Harmattan, 1991, 233 p.

Document publicitaire, conte ou récit historique ? Le livre de Cheick O. Diar-

rah constitue une présentation chronologique assez exhaustive des grands événements depuis l'accession du Mali à l'indépendance jusqu'à l'avènement de la troisième République en 1992.

Le diagnostic socio-économique et financier sans complaisance, étayé à l'aide de nombreux tableaux, présentant la gestion des affaires publiques sous les premières et deuxième Républiques, est fort louable. Particulièrement, l'auteur dresse le bilan désastreux de la première expérience monétaire du pays, qui s'est soldée par une nécessaire ingérence de la France. De précieuses indications sur le problème touareg, le dénouement de la conférence nationale (projet de constitution, code électoral, charte des partis), le diagnostic de l'état de la nation et le récit assez fidèle des événements de janvier-mars 1992, font de ce livre une référence historique. Le nouveau départ d'une Afrique démocratique que conditionnerait la brutalité du bouleversement du « système-monde » a spontanément nourri l'inspiration profonde de l'auteur. Cette recomposition assez rigoureuse de l'évolution de la société malienne serait parfaite si la chute du mur de Berlin, le sommet de La Baule et la crise ou l'éveil de l'Europe centrale et orientale n'en constituaient pas des références absolues. Ceci explique-t-il cela ?

La révolte d'un homme issu de la classe politique, contraint pendant longtemps à l'exil et que le cours des événements propulse au-devant de la scène politique malienne atteint son comble. Cette autre coloration du livre, n'est-elle pas celle de son auteur dont le désaveu pour le régime de Moussa est total et global ? En ce sens que ce régime militaire est tenu pour responsable de l'arrestation et de l'assassinat de Modibo Keita, de la mise en veilleuse de son parti, l'US-RDA (Union soudanaise du rassemblement démocratique africain), et davantage de la mort de Mamadou Diarra, particulièrement connu dans les milieux politiques sous le nom de Diarra H. (père de l'auteur), et qu'il présente comme le rapporteur de la résolution du congrès extraordinaire de l'US-RDA du 22 septembre 1960.

La personnalité de Modibo Keita était certes admirable, mais l'image qu'en

donne l'auteur paraît doctrinale : « Ce serait manquer de vision prospective que de parler d'échec à propos du régime de Modibo Keita. » Cheick O. Diarrah, affiche un parti-pris manifeste ; lorsqu'il affirme que l'US-RDA obtint un ralliement des autres partis en 1960 et que Modibo était hostile aux mesures autoritaires. En fait, l'US-RDA gagna les élections à la suite d'un véritable noyautage électoral contre le PSP (Parti progressiste socialiste) de Fily Dabo Cissoko, qui mourut avec tant d'autres leaders de son parti dans le Nord du pays. Par ailleurs, l'analyse que fait l'auteur du parti-État, de la démocratie et des travers du monolithisme, laisse perplexe, autant que la remise en cause de la capacité de renouvellement des ressources et attributs du pouvoir par l'État prédateur.

Participant à la conférence nationale, actuel directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, pro-US-RDA, l'auteur serait-il un acteur politique non identifié ? En tout cas, il se refuse à rétablir dans ce livre le fil conducteur incontestable entre les régimes Modibo et Moussa jusqu'à l'avènement de la troisième République ; c'est une insuffisance de ce livre. En fin de compte, la conclusion nettement détachée du reste du livre, serait-elle la preuve que l'auteur a fait un assemblage de ses impressions, discours à la conférence nationale, interviews, sous forme de livre à paraître vaille que vaille dans la foulée des événements ? [T.D.]

PÉLISSIER (René). — **Don Quichotte en Afrique : Voyages à la fin de l'Empire espagnol.** — Montamets, Ed. Péliissier, 1992, 175 p.

Reconstruction d'un voyage réalisé il y a vingt-cinq ans dans les dernières colonies africaines de l'Espagne, ce livre est un témoignage sans égal. René Péliissier a été l'un des rares observateurs étrangers ayant eu le privilège de visiter des territoires dont la censure et la propagande franquistes avaient réussi à diffuser une image mythique encore non totalement rejetée aujourd'hui.

Avec l'assentiment des généraux maîtres de la politique africaine de Franco, il a successivement visité les quatre *provincias* et a pu apprécier le rapport entre le mythe et la réalité.

Ifni — petit centre militaire enclavé au Maroc ; le Sahara — grand territoire désertique surtout peuplé des constructions pharaoniques surgissant des sables pour la gloire du *caudillo* ; Fernando Poo — île prospère dont quelques milliers d'Européens et d'Africains demandaient l'indépendance séparée ; Rio Muni — rectangle de jungle qui servait de laboratoire à l'un des despotes les plus sanguinaires du siècle...

La relation réaliste de ce voyage permet de tirer de nombreux enseignements de la nature de l'africanisme franquiste. Bien que l'on puisse regretter le style de certains paragraphes, qui peut en rendre la compréhension difficile pour des non spécialistes, la rédaction châtiée mais nourrie d'ironie rend plus légère la lecture de cette magnifique radiographie d'un naufrage colonial ibérique. [G.N.A.]

HANLON (Joseph) — **Mozambique, Who Calls the Shots ?** — Londres/Bloomington et Indianapolis, 1991, James Currey et Indiana University Press, 301 p., imp. bibliogr., index.

Merci, Joseph Hanlon, d'avoir écrit ce livre ! En ces temps de renoncement, de paresse et de lâcheté intellectuelle, il est vivifiant de tomber sur un ouvrage qui n'abandonne pas, qui discute pied à pied ce qui a été fait et ce qui n'a pas été fait, qui est résolument engagé — mais sans jamais tomber dans la langue de bois et la paresse intellectuelle auxquelles nous avions habitués nombre des sympathisants occidentaux plus frelimistes que le FRELIMO, le parti au pouvoir depuis 1975.

*Who Calls the Shots ?* est d'abord un livre sur l'impérialisme. L'impérialisme ? Oui, l'impérialisme ! Car si le mot semble avoir disparu, la bête immonde demeure. Et Hanlon le montre avec des passages terribles : comment, en 1986, l'Occident a laissé mourir de faim une

partie de la population du sud du Mozambique en retardant ses livraisons, car le tournant vers le libéralisme économique n'était pas suffisamment rapide ; comment ledit « Plan de redressement économique », ajustement structurel en temps de guerre, est directement responsable de l'aggravation de la misère d'une très large majorité de la population mozambicaine, mais aussi de l'enrichissement rapide d'une petite partie ; comment ce plan a déjà échoué — bien que l'on continue à parler du « dogmatisme marxiste » du FRELIMO sans jamais parler du sectarisme monétariste du bloc Banque mondiale/FMI ; comment il a des aspects dévastateurs sur le plan moral. Etc.

Ce qui a fait le plus grincer les dents outre-Manche n'est cependant pas ceci. Car le livre de Hanlon est relatif à l'impérialisme, mais en particulier sous l'angle de l'« aide », des « donateurs », et notamment sous l'angle de l'activité des organisations dites non gouvernementales. Avec mille détails, il montre comment les quelque deux cents ONG à l'œuvre, une vraie pléthore — celle qui sont hostiles au gouvernement, comme Care, mais aussi les « bien intentionnées » — sont en fait les nouveaux missionnaires qui préparent le terrain des prédateurs. Comment elles créent des structures parallèles à celles du gouvernement, au seul service de leurs propres « dons » — tel camion ne servira qu'à tel chargement venant de telle ONG —, empêchant la coordination ; comment, payant de hauts salaires en devises, elles volent à l'État les derniers cadres supérieurs qui lui restent ; comment, parce qu'elles trouvent plus gratifiant d'aider directement les « plus pauvres des pauvres », d'aider « leurs » paysans au lieu d'aider l'État à aider l'ensemble de ceux-ci, elles sont globalement inefficaces : au lieu de déplacer deux consultants pour l'étude de « faisabilité » d'un projet local, puis deux coopérants pour sa réalisation, réalisation dont le succès durera le temps de l'argent et de la présence des coopérants, ne vaudrait-il pas mieux distribuer à cent fois plus de paysans la même somme, sous la forme de quelques billets de cent rands, avec lesquels ils choisiraient eux-mêmes d'acheter des outils de

travail pour produire à nouveau comme bon leur semble ? Car les paysans n'ont véritablement besoin que de deux choses : la paix et un peu d'argent. Hanlon montre comment, en intervenant directement, elles n'aident pas à former les cadres intermédiaires pour l'État, mais se substituent à lui, ne laissant rien derrière elles ; comment se faisant mutuellement une concurrence féroce pour arriver à placer les dons qu'elles ont définis, sans consultation avec le gouvernement, comme étant ce dont le pays a besoin, elles aussi corrompent pour emporter la décision ; comment, pour réunir des fonds en Occident, elles continuent de publier des photos où de tendres infirmières blanches aident de pauvres bébés noirs car l'argent de la charité vient mieux ainsi, et perpétuent l'image de « Noirs se battant entre eux ». Comment la mode des « petits projets » des ONG se répand aux dépens des projets plus vastes des structures traditionnelles (FAO, UNICEF, etc.), ce qui est d'autant plus grave qu'en général, les ONG n'amènent pas un nouvel argent, mais utilisent de manière croissante des subventions prises sur les fonds que les gouvernements occidentaux destinent à l'aide bilatérale ou multilatérale ; comment, contrairement aux structures traditionnelles, elles se comportent exactement comme des entreprises privées, le profit étant le salaire (élevé le plus souvent) versé aux membres ; comment la petitesse engendre proportionnellement plus de bureaucratie et de bureaucrates que les grosses structures...

La condamnation est terrible, mais pourtant non sectaire : Hanlon nous le dit bien : aucune ONG n'est entièrement mauvaise, et certaines actions ont été excellentes, le plus souvent venant de celles présentes depuis le plus longtemps dans le pays. Mais Hanlon veut un bilan global, raisonne sur les effets objectifs de toutes ces actions, et non sur la bonne foi — incontestable, il insiste là-dessus — des salariés des ONG.

Ce grand livre a à mon avis trois faiblesses.

La première est l'absence d'une vraie discussion sur les réseaux propres que les ONG construisent. Pour Hanlon, il s'agit soit d'une volonté délibérée —

affaiblir l'État en se substituant à lui —, soit d'un effet objectif. Cependant les ONG ont quelques bonnes raisons : créer leur propre logistique locale est souvent le seul moyen d'éviter la corruption des structures étatiques africaines. Il est vrai que l'État mozambicain a longtemps été un modèle non corrompu. Mais Hanlon sait bien que ce n'est plus vrai. Alors ? Je ne dis pas que les ONG aient raison, mais il s'agit d'une discussion qui n'aurait pas dû être passée sous silence. Par ailleurs ce pays est en guerre : comment aider aussi les populations des zones RENAMO ? Si les ONG aident l'État à aider les Mozambicains — cas de figure théoriquement le plus favorable —, elles sont évidemment prises par le RENAMO comme étant dans le camp adverse. Tel est exactement le fond de la polémique autour de l'activité du Comité international de la Croix-Rouge, qui, voulant aider les populations des deux camps, a forcément dû observer une neutralité politique *et structurelle* absolue. Jamais Hanlon n'aborde cette question.

La deuxième faiblesse, plus grave, est que l'auteur reproduit la quasi-totalité des mythes fondateurs de la République populaire du Mozambique. Il ne fait pas l'ombre d'un doute pour Hanlon qu'on a eu affaire à une « transition socialiste » ; il considère que la notion de « guerre civile », pour le conflit FRELIMO-RENAMO, est une concession à l'impérialisme puisqu'il s'agirait exclusivement d'une agression sud-africaine sans aucun fondement interne. Il utilise, sans critique, des sources éminemment douteuses (« Rapport Gersony » par exemple). Il identifie l'effort d'intégration de la population par le parti unique à la « mobilisation populaire » et le système de parti unique à une « démocratie participative » ; il affirme sans rire que les « groupes dynamiseurs » étaient élus... Il n'aborde jamais le facteur ethnique et sa négociation par le FRELIMO. Bref, le Mozambique est un pays socialiste vaincu par

l'agression sud-africaine et l'impérialisme occidental. Loin de moi la négation de l'agression sud-africaine et du poids impérialiste, mais il y a une question que Hanlon ne se pose jamais : pourquoi cette agression n'a-t-elle pas provoqué une contre-guérilla paysanne, pourquoi les paysans mozambicains ont-ils très rapidement considéré ce conflit comme une guerre privée entre deux armées professionnelles rivales ? Hanlon est très convainquant dans le démontage de l'« aide », des « nouveaux missionnaires ». Il ne l'est pas du tout dans l'analyse de l'expérience frelimiste elle-même.

La troisième faiblesse a certainement un rapport avec la précédente. Que ce soit en Scandinavie ou dans les pays anglo-saxons, où les « coopérateurs internationalistes » (les « pieds-rouges ») ont été particulièrement nombreux à partir aider le FRELIMO, l'analyse politique critique de l'expérience mozambicaine (et angolaise, bissau-guinéenne, cap-verdienne) a été presque inexistante. On n'a eu que les « pro » enthousiasmés par la « transition socialiste » et les « anti » dénonçant ces nouvelles « colonies soviéto-cubaines ». Là-dessus, l'historiographie française a dit cependant son petit mot, sous des angles fort différents (travaux de Pélissier, Verschuur, Gefray, Cahen, Messiant notamment). Or si la bibliographie de Hanlon est d'autant plus impressionnante et précieuse qu'elle est essentiellement formée de littérature grise, en langue portugaise on a exclusivement des textes mozambicains (aucun texte portugais), et hors la langue portugaise, il n'y a strictement que l'anglais. Rien en français ou en allemand. Est-ce outrecuidance que de dire que cela a limité la portée de certains aspects du livre, l'auteur ignorant visiblement tout de certains travaux de terrain et approches critiques publiés en des langues autres que la sienne ?

Tout cela n'invalide en rien l'impression générale : un livre à lire ! [M.C.]